

Les subsides

M. Pepin: Comme l'avait recommandé votre chef.

M. Stevens: Il en résulte ce gouffre, cet écart entre les recettes et les dépenses qui se traduit maintenant par un déficit de 30 milliards. Le ministre d'État chargé des Relations extérieures (M. Pepin) dit «comme l'avait recommandé votre chef», le chef de l'opposition de l'époque, M. Stanfield. Voilà une remarque caractéristique des libéraux qui n'écoutent jamais qu'une partie de ce que nous disons. M. Stanfield avait dit à l'époque que la seule façon de réussir à reprendre en main le contrôle des dépenses au Canada consisterait à priver le gouvernement de ce qu'on appelle les dividendes fiscaux.

Étant donné notre régime fiscal en ce qui concerne le revenu des particuliers, si l'économie connaissait une hausse de 10 p. 100, attribuable uniquement à l'inflation, les impôts augmentaient de 17 p. 100. D'après M. Stanfield il fallait indexer ces recettes car il suffit que l'on donne ce genre de bonus à un gouvernement pour qu'il se mette à le dépenser. Par ailleurs, et c'est évidemment ce que le gouvernement et le ministre d'État chargé des Relations extérieures ont oublié, il faut que le gouvernement s'impose une austérité qui aille de pair avec l'indexation des recettes. Voilà une chose que le gouvernement actuel et certes M. Turner n'ont jamais pratiquée. Nous le regrettons maintenant amèrement.

M. Nickerson: Monsieur le Président, je dois m'excuser d'interrompre le fil de la pensée, s'il en est, chez le ministre d'État aux Finances (M. MacLaren), mais j'ai une question à l'intention du député de York-Peel (M. Stevens), sachant qu'il a une certaine connaissance du secteur des banques. Le fait que les banques canadiennes ont prêté des montants énormes à des pays comme l'Argentine, le Brésil et le Mexique, qui ont beaucoup de mal à les rembourser, aura-t-il des répercussions dans un avenir rapproché sur les taux d'intérêt au Canada et sur notre niveau d'activité économique? Quels rapports y a-t-il entre les montants qui ont été prêtés à l'étranger et ceux qui l'ont été aux entreprises canadiennes ou au gouvernement canadien? Cet état de choses aurait-il pu être évité par une politique quelconque du gouvernement? Est-ce raisonnable de le penser?

M. Stevens: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Selon moi, il importe de se rappeler ce qui s'est passé dans le cas des énormes avances que les banques canadiennes ont consenties à des pays dont on met généralement en doute la solvabilité, comme le ministre d'État (Commerce international) (M. Regan) l'a signalé l'autre jour. Nos banques ont donc consenti des avances d'environ 14 milliards de dollars sous forme de prêts à divers pays d'Amérique latine, notamment le Mexique, le Brésil et l'Argentine. Ce découvert est devenu un élément très inquiétant de leur actif. Les banques ont rééchelonné le remboursement de certaines dettes, mais elles ont le sentiment profond que ces pays n'ont pas vraiment l'intention d'honorer leurs obligations. Ces prêts doivent être rééchelonnés, car il est impossible d'exiger leur remboursement à court terme. Cette fin de semaine, il se peut fort bien que l'Argentine annonce qu'elle ne veut plus jouer le jeu, qu'elle ne

va pas payer l'intérêt ou faire rééchelonner ses prêts, car les conditions sont trop dures.

M. Pepin: L'Argentine a dit vouloir honorer ses obligations.

M. Stevens: J'en suis fort aise. Ce que je dis simplement, c'est que en pareille situation toutes les banques vivent dans l'angoisse. Il faut se rappeler qu'elles sont alors forcées d'élargir l'écart entre l'intérêt qu'elles accordent et celui qu'elles exigent. Il existe donc une différence importante entre ce qu'elles exigent de ses clients et des pays concernés. Elles en ont besoin pour parer aux pertes qu'elles pourraient subir à l'avenir. Deuxièmement, cette situation entraîne de lourdes conséquences pour les emprunteurs canadiens. On a réduit de quelque 12 milliards de dollars les prêts consentis aux hommes d'affaires au Canada. Les banques récupèrent leur argent, pour qui je vous le demande? Pour financer le gouvernement, pour acheter sa dette. Il ne reste plus rien pour les hommes d'affaires canadiens. C'est pour cette raison que les agriculteurs, qui se partagent entre eux 7.5 milliards de dollars en crédits, sont devant l'alternative suivante: rembourser ou déposer son bilan.

● (1440)

Bref, on fait la preuve que l'expansion financière a des limites. Lorsque la partie du système financier, les crédits consentis à l'étranger, n'inspire plus confiance, on se rabat sur la partie la plus solide, les crédits intérieurs, pour compenser, ce qui explique les pressions à la hausse qui s'exercent sur les taux d'intérêt et les mesures prises pour encaisser les prêts en cours.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Je me demande si le député de York-Peel (M. Stevens) pourrait nous parler encore des prêts à l'étranger consentis par les banques. Il pourrait peut-être en profiter pour nous expliquer le rôle joué par le gouvernement fédéral, soit indirectement par l'entremise de la SEE, soit directement en garantissant certains prêts accordés à l'Argentine, notamment, pour l'achat du réacteur Candu.

M. Stevens: Monsieur le Président, je remercie le député encore une fois de me poser cette question. Je ne lui apprendrai rien sans doute en lui rappelant que la Société pour l'expansion des exportations, qui jouit de la confiance et de l'appui inconditionnels du gouvernement, a prêté un peu plus de 300 millions de dollars à l'Argentine. Ce n'est pas le conseil d'administration qui a prêté de son propre chef cet argent, mais il a invoqué un autre article de la loi pour faire approuver directement ce prêt par le conseil des ministres.

Bref, la société ne s'est pas contentée de consentir un prêt à l'Argentine qu'elle considérait comme un bon placement, mais lorsqu'elle a manqué de fonds, elle a fait dire au gouvernement que la somme qu'elle avait prêtée ne suffisait pas et qu'il fallait que le cabinet approuve directement des crédits d'une centaine de millions de dollars de plus. J'espère que ce prêt sera remboursé en temps opportun. Là encore, le gouvernement prend des risques en consentant un prêt qui est considéré aujourd'hui comme un actif, mais qui pourrait bien ne jamais être remboursé intégralement.